

Enquête publique

**Installation Classée dans le Cadre de la Protection de
l'Environnement
Autorisation environnementale
S.A. PORTIGLIATI**

**COMMUNE de CLUSES
(Haute-Savoie)**



**FASCICULE 1 / 3
Rapport d'enquête**

Fascicule 1 - Le Rapport d'Enquête

Sommaire

Chapitre 1 - Généralités

- 1-1 Situation et contexte
 - Description de CLUSES
 - Description de S.A. PORTIGLIATI
- 1-2 Informations pratiques

Chapitre 2 - Objectifs du projet

Chapitre 3 - Cadre juridique

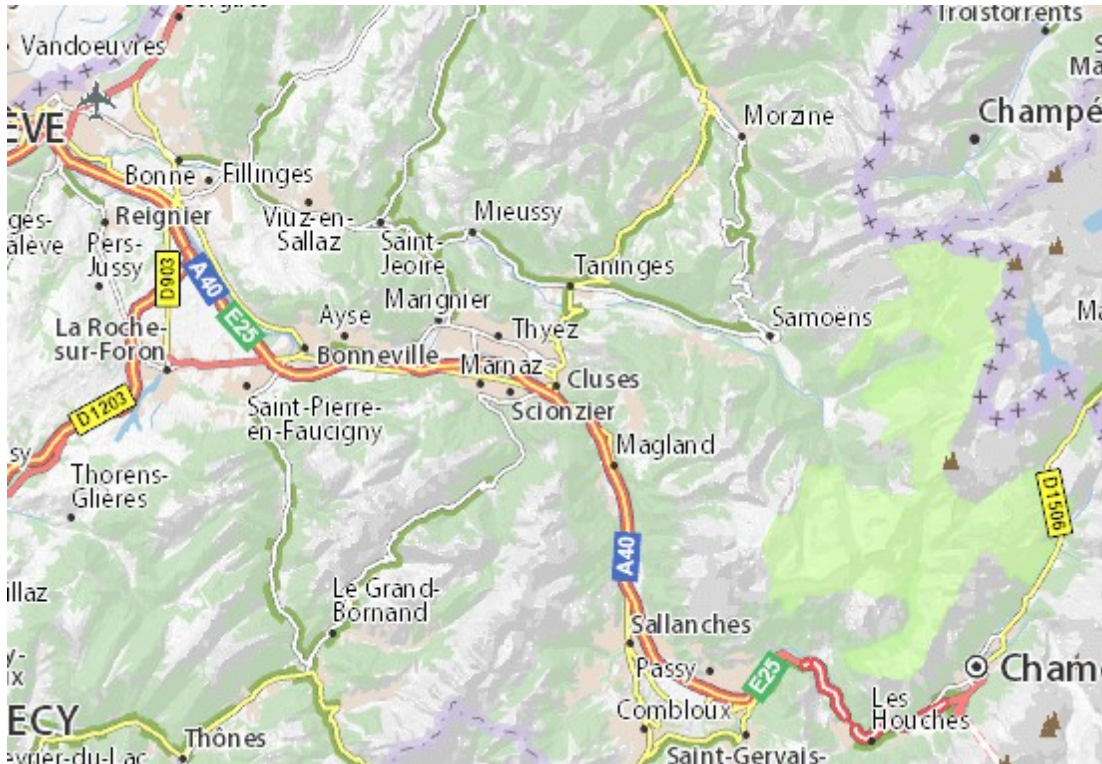
- 3-1 Nomination du Commissaire Enquêteur
- 3-2 L'arrêté prescrivant l'enquête publique
- 3-3 Principaux textes de loi

Chapitre 4 - Déroulement de l'enquête

- 4-1 Les interlocuteurs
- 4-2 Préparation de l'enquête
- 4-3 Publicité
- 4-4 Documents disponibles au public
- 4-5 Les permanences du commissaire enquêteur
- 4-6 Les personnes publiques associées
- 4-7 Les remarques du public
- 4-8 Le procès verbal de synthèse
- 4-9 Avis général sur l'enquête

CHAPITRE 1 : GENERALITES

1-1 Situation et contexte



DESCRIPTION DE LA COMMUNE DE CLUSES :

On trouve de nombreux hameaux et quartiers à CLUSES tels que MARZAN, NOIRET, PONTIOR, MESSY, CURZEILLES, SARDAGNE, EWUES, SAINT-VINCENT, SAINT NICOLAS, GRANDS CHAMPS.

L'ensemble de la population se répartit sur les quartiers du centre ville, de la SARDAGNE qui s'étend vers l'ouest jusqu'à THYEZ, de MESSY qui se trouve au sud de l'autre côté de l'ARVE en limite de SCIONZIER, et les EWUES qui est un quartier principalement de logements sociaux qui se situe au nord du centre ville et de la SARDAGNE.

En continuant vers le sud-est en suivant la vallée vers l'amont, on arrive rapidement sur la commune de MAGLAND qui est dans des conditions similaires à la MALADIERE avec une forte concentration d'entreprises de décolletage.

DESCRIPTION DE LA SOCIETE S.A. PORTIGLIATI :

Implantée en Haute Savoie, la société PORTIGLIATI est une société familiale présente depuis 1936 dans la Vallée de l'ARVE.

La société PORTIGLIATI est implantée dans la zone industrielle de la MALADIERE, sur la commune de Cluses.

Elle possède 2 établissements :

- le site principal à CLUSES,
- un site secondaire à SCIONZIER.

Il s'agit d'une entreprise familiale, spécialiste de la récupération et du traitement des déchets non dangereux et déchets dangereux industriels (centre de dépollution de VHU (Véhicules Hors Usage), collecte de déchets ferreux et non ferreux auprès d'industriels divers).

Spécialiste de la récupération et du traitement des déchets industriels, la société prend en charge les déchets ferreux et non ferreux ainsi que les DIB, le bois, le carton et le gravats.

La société réalise toutes les prestations liées à la gestion des déchets et du respect de l'environnement, allant de la collecte, du tri, de la revalorisation à la réexpédition des matières dans les meilleurs délais.

Sur le plan juridique PORTIGLIATI S.A. est une société par actions simplifiée est active depuis 41 ans.

Localisée à CLUSES (74300), elle est spécialisée dans le secteur d'activité de la récupération de déchets triés.

Elle dispose d'un agrément pour la dépollution et le traitement des V.H.U. (Véhicules Hors d'Usage). Son numéro d'agrément est le PR7400018D.

La société PORTIGLIATI emploie 9 personnes sur son site de cluses.

1-2 Informations pratiques.

Données administratives CLUSES :

| | |
|----------------|---|
| Canton | CLUSES HAUTE-SAVOIE - |
| Arrondissement | BONNEVILLE HAUTE- |
| Code postal | 74300 |
| Population | 52.837 (INSEE 2017) |
| Superficie | 477 km2 |
| Maire | Monsieur MAS Jean-Philippe |
| Contact | Mairie de CLUSES - HAUTE-SAVOIE - |
| Téléphone | 04 50 96 69 00 |
| Fax | 04 50 96 69 01 |
| Adresse | 1, place Charles-de-Gaulle BP 99 74302 CLUSES Cedex |
| Courriel | urba @ cluses.fr |
| Site | www.cluses.fr |

Données administratives S.A. PORTIGLIATI :

| | |
|-----------------------------|---|
| Raison sociale | Capital social de 3 000 000 € |
| Adresse du site | 605 RUE JUMEL 74300 CLUSES |
| Téléphone | 04 50 98 32 59 |
| Adresse siège social | S.A. PORTIGLIATI 605 RUE JUMEL 74300 CLUSES |
| Numéro SIREN | 315 444 620 |
| Numéro SIRET | 31544462000019 |
| Code APE/ NAF | 3832Z / Récupération de déchets triés |
| Président Directeur Général | PORTIGLIATI Bernard |
| Responsable site | PORTIGLIATI Julien |

CHAPITRE 2 : OBJECTIFS DU PROJET

La présente enquête porte sur la demande au titre des I.C.P.E. (Installations Classées dans le Cadre de la Protection de l'Environnement) déposée par la société S.A. PORTIGLIATI.

Il s'agit d'une autorisation environnementale en raison de la modification substantielle de l'établissement.

L'ordonnance du 26 janvier 2017, entrée en vigueur le 1er mars 2017, a modifié les différentes procédures et décisions environnementales requises pour les projets soumis à la réglementation des I.C.P.E. (installations classées pour la protection de l'environnement) et les projets soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA), qu'elle a fusionné au sein de l'autorisation environnementale.

L'autorisation environnementale, demandée en une seule fois et délivrée par le Préfet de département, inclut l'ensemble des prescriptions des différentes législations applicables, et relevant des différents codes :

code de l'environnement : autorisation au titre des I.C.P.E. (Installations Classées dans le Cadre de la Protection de l'Environnement) ou des IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités) , autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales, autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés, dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés, agrément pour l'utilisation d'OGM, agrément des installations de traitement des déchets, déclaration IOTA, enregistrement et déclaration I.C.P.E., autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre ;

code forestier : autorisation de défrichement ;

code de l'énergie : autorisation d'exploiter des installations de production d'électricité ;

code des transports, code de la défense et code du patrimoine : autorisation pour l'établissement d'éoliennes.

La société PORTIGLIATI est soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) au régime de l'autorisation et à la réglementation des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) sous le régime de déclaration.

Elle dispose d'une autorisation préfectorale d'exploiter son installation en date du 05 janvier 1978.

Des modifications ont eu lieu dans l'entreprise depuis sa création en particulier une extension géographique par le rachat d'un bâtiment en limite de propriété et l'ajout d'une nouvelle activité de traitement des métaux par broyage.

La société PORTIGLIATI doit donc demander une nouvelle autorisation d'exploiter et pour cela présenter un dossier d'autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Examen au cas par cas

Le site a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas pour statuer de la nécessité de la réalisation d'une étude d'impact ou d'une évaluation d'incidence environnementale. La décision de l'Autorité environnementale sur ce sujet a été rendue 19 mars 2019 et conclue à la nécessité d'établir une étude d'impact.

CHAPITRE 3 : CADRE JURIDIQUE

3-1 Nomination du commissaire enquêteur.

Monsieur le Préfet de la HAUTE-SAVOIE a demandé par courrier en date du 29/06/2020 la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Autorisation Environnementale, régularisation, Installation Classée dans le Cadre de la Protection de l'Environnement.

Monsieur Philippe LAMBRET a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Grenoble en date du 17/07/2020 numéro E20000081-38.

3-2 L'arrêté prescrivant l'enquête publique.

Voir l'arrêté de Monsieur le Préfet de HAUTE-SAVOIE en date du 02/06/2016 numéro PAIC-2020-0064 en date du 07/08/2020.

3-3 Liste des principaux textes (non exhaustive et purement indicative).

Textes généraux relatifs aux enquêtes publiques.

- Articles 7 à 21 de la Loi n° 83.630 relatifs à la démocratisation des enquêtes publiques,
- Articles R123-2 à R123-35 du Code de l'Environnement, qui régissent le contenu et le déroulement des enquêtes publiques.

Textes propres à l'enquête.

- Arrêté de nomination du Commissaire Enquêteur Tribunal Administratif de GRENOBLE en date du 17/07/2020 sous le numéro E20000081-38.
- Arrêté préfectoral en date du 02/06/2016 numéro PAIC-2016-0033.
- Arrêté ministériel du 24/04/2012 sur les caractéristiques d'affichage.
- Décret numéro 2004-374 du 29/04/2004 sur les pouvoirs des préfets et l'organisation des services de l'état.

Textes relatifs à ce type d'enquête.

- Voir arrêté de Monsieur le Préfet de HAUTE SAVOIE prescrivant les conditions de l'enquête dans un contexte sanitaire particulier,
- Code de l'environnement - Livre 1er - Parties législative et réglementaire, en particulier les articles L181-1 et suivants et R181-13 et suivants.
- Nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'Environnement, définie à l'article R 511-9 et son annexe du Code de l'Environnement - Livre V.
- Nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux, Activités (IOTA) soumises à autorisation ou déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, définie à l'article R 214-1 du Code de l'Environnement.
- Ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.
- Décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.
- Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale.
- n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale.
- Décret n°2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale.

CHAPITRE 4 : DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

4-1 Les interlocuteurs.

Le commissaire enquêteur a rencontré plus particulièrement :

- Madame DELL OSTE Christine service départemental protection population Préfecture de HAUTE-SAVOIE.
- Madame VELAT Jocelyne responsable urbanisme mairie de CLUSES.
- Monsieur PORTIGLIATI Julien directeur d'exploitation,
- cabinet SAGE environnement.

4-2 Préparation de l'enquête.

Remise de documents au commissaire enquêteur :

L'Installation Classée dans le Cadre de la Protection de l'Environnement se présente sous forme d'un dossier qui, conformément à la loi comporte des éléments obligatoires et facultatifs.

Les pièces suivantes ont été remises en un dossier pour étude le 12/08/2020 :

- Lettre accompagnement et procédure I.C.P.E.
- Résumé non technique.
- Dossier administratif et technique avec les chapitres :
 - Identité du demandeur.
 - Emplacement.
 - Nature et le volume de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés,
 - Étude d'impact.
 - Moyens de surveillance prévus et moyens d'intervention.
 - Éléments graphiques.
 - Note de présentation non technique.
 - Plan de situation du projet au 1/25 000 ou 1/50 000.
 - Document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain,
 - Procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera.
 - Description des capacités techniques et financières.
 - Modalités des garanties financières.
 - Plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum.
 - Étude de dangers.
- Arrêté de Monsieur le Préfet de Haute-Savoie en date du 07/08/2020 numéro PAIC-2020-0064
- Saisine de l'avis de la Mission Régionale Autorité Environnementale (M.R.A.E.).
- Avis de recevabilité de la Direction Régionale Environnement Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L.) en date du 04/08/2020.

Le commissaire enquêteur a officiellement informé que tous ajouts ou modifications de documents devront être faits avant l'ouverture de l'enquête et transmis à tous les destinataires initiaux.

Il devra, en outre, être informé par écrit de la liste des ajouts ou modifications et des destinataires des additifs.

Explications et visite sur le terrain :

Le commissaire enquêteur s'est fait exposer le contenu du dossier par le pétitionnaire.

Pour la bonne compréhension, une visite du site sur le terrain a été effectuée, avant début de l'enquête.

Définition des modalités de l'enquête :

du lundi 07/09/2020 08:30 h au mercredi 07/10/2020 17:30 h inclus soit 31 jours.

4-3 Publicité.

L'arrêté prescrivant l'ouverture et les modalités de son organisation a été pris par Monsieur le Préfet de HAUTE-SAVOIE en date du 07/08/2020 numéro PAIC-2020-0064.

Le public en a été informé dans les conditions suivantes :

- Affichage d'un avis d'enquête sur les panneaux à usage administratif répartis sur l'ensemble du territoire communal de CLUSES et sur les communes dans un rayon d'affichage de 2 km autour de l'emprise de la société :

NANCY SUR CLUSES,
CHATILLON SUR CLUSES,
SAINT SIGISMOND,
SCIONZIER,
MAGLAND,
ARACHES LES FRASSES.

- Site internet de la mairie de CLUSES,
- Site d'exploitation et panneau d'affichage au personnel,

Un exemplaire de l'affichage d'avis au public et le certificat attestant l'accomplissement sont conservés au service des installations classées de la HAUTE-SAVOIE après avoir été vérifiés par le commissaire enquêteur.

Publication d'un avis d'enquête (géré par services D.D.T. / I.C.P.E.) dans :

- Première publication (au moins 15 jours avant début de l'enquête) :
- Le quotidien « Le Dauphiné Libéré » du 20/08/2020.
- L'hebdomadaire « L'Eco » du 21/08/2020.
- Seconde publication (dans les 8 jours après ouverture de l'enquête) :
- Le quotidien « Le Dauphiné Libéré » du 09/09/2020.
- L'hebdomadaire « L'Eco » du 09/09/2020.

Le commissaire enquêteur conformément aux directives de monsieur le Préfet s'est rendu pour vérification sur :

- l'ensemble des communes,
- sur le site.

A la demande du commissaire enquêteur l'enquête a été annoncé sur les panneaux lumineux de la ville.

4-4 Documents disponibles au public.

Le registre ouvert au public :

Le registre de feuillets non mobiles a été ouvert le lundi 07/09/2020 à 08:30 après que le commissaire enquêteur en ait paraphé l'ensemble des pages destinées aux remarques et questions.

Ont été inclus dans le registre :

- l'arrêté de monsieur le Président du Tribunal Administratif nommant le commissaire enquêteur
- l'arrêté de monsieur le Préfet relatif à l'enquête.

Les messages internet et les courriers ont été annexés au registre au fur et à mesure de l'arrivée afin d'être consultables par tous.

A la demande expresse du commissaire enquêteur, aucune question ne sera prise en compte sans être consignée sur le registre.

Les documents à disposition du public :

Les pièces suivantes, et une liste de ceux-ci, ont été mises à la disposition du public durant toute l'enquête :

- Arrêté de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble numéro E20000081-38 en date du 10/07/2020.
- Arrêté de Monsieur le Préfet de Haute-Savoie numéro PAIC-2020-0064 du 07/08/2020.
- Copie des parutions presse.
- Lettre accompagnement et procédure I.C.P.E. (Installations Classées dans le Cadre de la Protection de l'Environnement)
 - Résumé non technique.
- Dossier administratif et technique avec les chapitres :
 - Identité du demandeur.
 - Emplacement.
 - Nature et le volume de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés,
 - Étude d'impact.
 - Moyens de surveillance prévus et moyens d'intervention.
 - Éléments graphiques.
 - Note de présentation non technique.
 - Plan de situation du projet au 1/25 000 ou 1/50 000.
 - Document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain,
 - Procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera.
 - Description des capacités techniques et financières.
 - Modalités des garanties financières.
 - Plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum.
 - Étude de dangers.

Tous les documents pré-cités et les avis des services de l'état ou des collectivités ont été mis à disposition.

Les horaires de l'enquête :

Durant la période d'ouverture de l'enquête, le dossier et le registre ont été tenus à la disposition du public en Mairie de CLUSES aux heures d'ouverture de la Mairie, à savoir :

| | | |
|------------|-------------|-------------|
| - lundi | 08:30/12:00 | 13:30/17:30 |
| - mardi | 08:30/12:00 | 13:30/17:30 |
| - mercredi | 08:30/12:00 | 13:30/17:30 |
| - jeudi | | 13:30/17:30 |
| - vendredi | 08:30/12:00 | 13:30/17:30 |

4-5 Les permanences du commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public aux lieux et dates suivantes :

| DATE | J | HORAIRES | OBJET |
|-----------------------------|----|-------------|---------------------------|
| lundi, 7 septembre 2020 | J | 08:30-11:30 | permanence n° 1 Ouverture |
| mercredi, 16 septembre 2020 | 10 | 15:00/18:00 | permanence n° 2 |
| vendredi, 25 septembre 2020 | 19 | 14:30/17:30 | permanence n° 3 |
| lundi, 28 septembre 2020 | 22 | 09:00/12:00 | permanence n° 4 |
| mercredi, 7 octobre 2020 | 31 | 14:30/17:30 | permanence n° 5 Clôture |

Il a été clairement précisé que le commissaire enquêteur était prêt à prendre des rendez-vous en dehors des heures précitées, en cas de force majeure.

4-6 Les personnes publiques associées.

- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L.).
- Mission Régionale Autorité Environnementale (M.R.A.E.).
- L'avis d'agrément a déjà été fourni par le pôle administratif des installations classées de la HAUTE SAVOIE en date du 19/09/2019 pour le traitement des V.H.U. (Véhicules Hors Usage) agrément 400018D arrêté PAIC 2019-0144-.

4-7 Les remarques du public.

Le public aura pu prendre connaissance du dossier :

- sur support papier en mairie de CLUSES durant toute la durée de l'enquête,
 - sur le site des services de l'état www.haute-savoie.gouv.fr un poste informatique étant mis à disposition au siège de la D.D.P.P. (Direction Départementale Protection Personnes),
- Aucun poste informatique n'a pu être mis à disposition en mairie de CLUSES.
- Le commissaire enquêteur a veillé à ce que les dépositions sous toutes formes soient concordantes et concomitantes sur le site et sur le registre.

Le public a pu s'exprimer par :

- les entretiens auprès du commissaire enquêteur,
- le registre d'enquête,
- une messagerie électronique au siège de la D.D.P.P. (Direction Départementale Protection Personnes) ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr,
- par voia postale.

Un procès verbal a été remis au pétitionnaire ; celui-ci a répondu dans les délais impartis (voir fascicule 2 remarques du public).

Toutes les remarques du public trouvent une réponse dans la monographie 2/3 « Remarques du public Procès Verbal de synthèse et réponse du pétitionnaire ».

Il est à noter que beaucoup de réponses du public sont favorables, ce qui peut laissé supposer qu'un travail d'information préalable important avait été réalisé.

4-8 Le procès verbal de synthèse.

Après clôture, le commissaire enquêteur a convoqué dans la huitaine le demandeur sur site et lui a communiqué, sur place, les observations écrites ou orales.

Celles-ci étaient consignées dans un procès verbal.

Il a fait l'objet d'une réponse détaillée que le commissaire enquêteur s'est fait commenter.

4-9 Avis général sur le déroulement.

- La loi a été bien respectée concernant l'affichage et la parution dans la presse.
 - La personne en charge du dossier au sein de la société S.A. PORTIGLIATI a fait le maximum que l'on puisse espérer pour que le public et le commissaire enquêteur puissent trouver les conditions les plus favorables au bon déroulement de l'enquête.
 - Chacun aura pu prendre connaissance du dossier d'enquête et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur.
 - L'enquête a peu mobilisée le public et s'est déroulée dans des conditions sereines.
- Il faut mentionner que l'entreprise fonctionnant déjà sans problème notable, l'attention de la population a été peu attirée.

Les prescriptions sanitaires imposées ont toutes étaient suivies.

Il n'y a pas eu d'incident.